

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Burkina Faso : 35 civils tués dans une attaque

M.A.

Libreville/Gabon

NOËL sanglant au Burkina Faso, cible de nouveau d'une attaque jihadiste. Trente-cinq civils, dont 31 femmes, ont ainsi été tués mardi à Arbinda, dans le nord. Il s'agit d'un des assauts les plus meurtriers qu'ait connus ce pays pauvre d'Afrique de l'ouest, en proie depuis 2015 à des attaques jihadistes récurrentes, comme ses voisins le Mali et le Niger. Ouagadougou décrété 48 heures

de deuil national.

C'est le président Roch Kaboré en personne, à qui a souvent été reproché son manque de poigne face aux groupes jihadistes, qui a annoncé sur Twitter le macabre bilan de cette "attaque barbare". Quatre soldats et trois gendarmes ont également péri, et "80 terroristes ont été neutralisés" (tués), selon le président et l'état-major des armées burkinabè, qui avait annoncé l'attaque plus tôt dans un communiqué.

Mardi matin, "un nombre important de terroristes ont attaqué simultanément le détachement militaire et les populations civiles d'Arbinda", dans la province du Soum, selon l'état-major des armées. L'attaque, d'une "rare intensité", a duré "plusieurs heures". "Dans leur fuite, les terroristes ont lâchement assassiné 35 civils, dont 31 femmes, et blessé six personnes", a précisé dans un communiqué mardi soir le ministre de la communication et porte-parole du gouvernement Remis Dandjinou.

Une "vingtaine" de soldats ont aussi été blessés, selon le ministre.

Le président Kaboré a salué "l'engagement et la bravoure" des Forces de défense et de sécurité, qui ont "repoussé l'attaque contre le détachement d'Arbinda". "Une centaine de motos, de l'armement et des munitions en grande quantité ont également été récupérés", selon l'état-major.

Depuis 2015, les attaques jihadistes au Burkina ont fait plus de 700 morts, selon un décompte de l'AFP, et environ 560 000 déplacés et réfugiés, d'après les Nations unies.

Le Nord et l'Est du pays sont particulièrement touchés. Ouagadougou, la capitale, a été frappée à trois reprises.

Ces attaques sont rarement revendiquées mais attribuées à des groupes armés jihadistes, certains affiliés à Al-Qaïda et d'autres au groupe État islamique.

Depuis deux mois, les forces de défense et de sécurité burkinabè ont revendiqué une série de succès, affirmant avoir tué une centaine de jihadistes au cours de



Le Burkina Faso de nouveau endeuillé après une attaque jihadiste d'ampleur perpétrée dans le nord.

plusieurs opérations. Des bilans toutefois impossibles à confirmer de source indépendante. Face au péril jihadiste, cinq Etats

sahéliens (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad) qui tentent depuis 2015 de mettre sur pied une force militaire conjointe

de 5 000 soldats, ont appelé mi-décembre la communauté internationale à les soutenir davantage. (Source : AFP)

Brèves

Algérie. L'ultime hommage au général Gaïd Salah

L'Algérie a enterré hier, lors de funérailles dignes d'un chef de l'Etat, le puissant général Ahmed Gaïd Salah, homme fort de fait du pays ces derniers mois, qui s'était imposé en gardien du "système" au pouvoir face à un mouvement populaire massif de contestation.

Ethiopie-Erythrée. Rencontre Ahmed-Afeworki

Le président érythréen Issaias Afeworki est arrivé hier dans la capitale éthiopienne pour y rencontrer le Premier ministre éthiopien, une première depuis qu'Abiy Ahmed s'est vu décerner le prix Nobel de la paix pour avoir initié un rapprochement entre leurs deux pays. M. Abiy a accueilli son hôte en personne à l'aéroport d'Addis Abeba, selon la télévision Fana BC affiliée au régime éthiopien.

Indonésie. 28 morts dans un accident de bus

Au moins 28 personnes, parmi lesquelles huit enfants, sont décédées dans l'accident d'un bus qui a chuté de 150 mètres dans un ravin sur l'île de Sumatra en Indonésie, a annoncé hier la police alors que les recherches se poursuivaient afin de retrouver de nouveaux corps.

Nigeria. Sept personnes tuées dans une attaque jihadiste la veille de Noël

Sept personnes ont été tuées et une adolescente enlevée la veille de Noël lors d'un raid attribué au groupe armé islamiste Boko Haram et visant un village chrétien près de Chibok, dans le nord-est du Nigeria, ont déclaré hier des miliciens et des habitants.

Côte d'Ivoire : la riposte de Soro

M.A.

Libreville/Gabon

OBJET depuis lundi, le jour même de son retour prévu à Abidjan, d'un "mandat d'arrêt international" pour "tentative d'atteinte à l'autorité de l'Etat", l'ancien chef de la rébellion ivoirienne et candidat à la présidentielle de 2020, Guillaume Soro Côte d'Ivoire, a réagi le lendemain, dénonçant la volonté du pouvoir de l'empêcher de se présenter à ce scrutin.

L'ex-président de l'Assemblée nationale, toujours député, est, il est vrai, en froid avec le pouvoir en question depuis près d'un an. Il devait rentrer dans son pays lundi, après six mois d'absence. Ses militants l'attendaient impatiemment pour lancer sa campagne électorale pour la présidentielle d'octobre 2020. Mais son avion privé a finalement atterri au Ghana.

Plusieurs de ses partisans, dont cinq députés, ont alors été arrêtés lors d'un assaut au siège du parti Générations et Peuples solidaires (GPS) où ils étaient regroupés. Des arrestations qu'il a fustigées



L'ex-président de l'Assemblée nationale et candidat à la présidentielle de l'an prochain Guillaume Soro dénonce un coup du pouvoir.

dans une série de messages sur son compte Twitter. De même qu'il a donné sa version de son rocambolesque retour manqué. L'opposition politique ivoirienne a dénoncé mardi des "dérives dictatoriales" du pouvoir, dans un communiqué de la plateforme Coalition pour la démocratie, la réconciliation et la paix (CDRP), emmenée par l'ex-président Henri Konan Bédié.

Estimant que Guillaume Soro se trouve désormais contraint à "un

exil forcé", des groupes parlementaires d'opposition ont dénoncé l'arrestation des cinq députés pro-Soro, condamnant "cette énième violation de l'immunité parlementaire en Côte d'Ivoire". M. Soro, 47 ans, chrétien du Nord, a annoncé sa candidature à la magistrature suprême le 18 octobre. Il est vu comme un challenger sérieux par les analystes politiques, qui le disent populaire, notamment auprès de la jeunesse. (Source : AFP)